

1. Questions d'actualité, situation en Palestine

1.1. Le rapport de la Commission économique et sociale de l'ONU

Ce rapport, publié le 15 mars à Beyrouth par la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO, ESCWA en anglais), a conclu qu'Israël a établi un "régime d'apartheid, de discrimination raciale pour dominer le peuple palestinien dans son ensemble". Le rapport a été rédigé par Richard Falk (qui est juif), professeur de droit international à l'Université de Princeton et rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés depuis 1967, et corédigé par Virginia Tilley, professeur de sciences économiques à l'Université Southern Illinois. La secrétaire exécutive de la CESAO, la jordanienne Rima Khalaf a approuvé totalement le rapport qui, selon elle, "conclut clairement et franchement qu'Israël est un État raciste qui a établi un système d'apartheid persécutant le peuple palestinien".

La réaction d'Israël et des États-Unis ne s'est pas fait attendre : 48 heures plus tard, ils obtenaient du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, que le rapport soit retiré du site de la CESAO. Rima Khalaf, qui s'opposait à ce retrait, a été contrainte à la démission en déclarant : "Je démissionne parce qu'il est de mon devoir de ne pas dissimuler un crime, je soutiens toutes les conclusions de ce rapport".

<http://www.france-palestine.org/Sous-la-pression-l-ONU-enterre-le-rapport-accusant-Israel-d-apartheid>

À lire, la très belle lettre de démission de Rima Khalaf :

<http://www.france-palestine.org/Lettre-de-demission-de-Rima-Khalaf-secretaire-executive-de-l-ESCWA-commission>

Texte du rapport en anglais (65 p.) et de son résumé en anglais (9 p.) :

<http://www.france-palestine.org/ONU-le-rapport-censure-qui-denonce-la-politique-israelienne-d-apartheid>

Richard Falk répond aux critiques: la colère envers mon rapport sur l'apartheid met en danger la liberté d'expression.

Cela fait pourtant des années que des dirigeants israéliens préviennent que si un État palestinien distinct n'est pas établi, leur pays deviendra un État d'apartheid.

<http://www.france-palestine.org/Richard-Falk-la-colere-envers-mon-rapport-sur-l-apartheid-met-en-danger-la>

1.2. Loi interdisant l'entrée en Israël et Palestine des personnes soupçonnées d'appui au BDS

- Le texte, voté lundi 6 mars, vise le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions), qui milite en faveur d'un boycott économique, culturel mais aussi scientifique d'Israël jusqu'à la fin de l'occupation des territoires palestiniens.

"Un visa ou un permis de séjour ne sera plus accordé à une personne qui n'est pas un citoyen israélien ou un résident permanent, si elle, l'organisation ou l'organisme dans laquelle elle est active, a lancé publiquement un appel à boycotter l'État d'Israël ou s'est engagée à prendre part à ce boycott".

La loi israélienne définit le boycott comme une action délibérée en vue "d'empêcher des liens économiques, culturels, ou académiques avec une autre personne ou un organisme uniquement en raison de ses liens avec l'État d'Israël, avec l'une de ses institutions ou une zone sous son contrôle".

La mention "zone sous son contrôle" signifie que la loi s'applique aussi aux activistes qui appellent au boycott des produits des colonies israéliennes dans les territoires occupés.

<http://www.france-palestine.org/Israel-une-loi-contre-le-boycott-sous-le-feu-des-critiques>

- J'arrive en Israël le 21 mars, arrêtez-moi, déclare le rabbin américain Avraham Yizhak (Arthur) Green : En raison de mes opinions politiques et religieuses, je refuse de réciter le kiddush [*prière de sanctification*] sur le vin qui est étiqueté comme ayant été fait à Kiryat Arba [*colonie des territoires occupés*]. Je suis préoccupé par la violation des lois juives relatives au vol, à l'oppression et à d'autres transgressions interpersonnelles qui concernent les produits agricoles récoltés par des Juifs dans les territoires de Cisjordanie.

<http://www.france-palestine.org/J-arrive-en-Israel-le-21-mars-Arretez-moi>

1.3. Situation à Gaza

- Le Hamas s'apprête à amender sa charte pour sortir de l'isolement
Le mouvement islamiste palestinien, qui contrôle la bande de Gaza, est prêt à reconnaître les frontières de 1967 et rompre avec les Frères musulmans. Le mouvement veut se concentrer sur la lutte contre l'expropriation de la terre palestinienne, en minimisant la dimension religieuse de l'affrontement. « Le Hamas distingue, d'une part, les juifs et le judaïsme, et d'autre part l'occupation et le projet sioniste », est-il écrit dans la charte, dont Le Monde a eu connaissance. Il ne va pas jusqu'à reconnaître Israël, estimant qu'un tel geste, déjà accompli par l'Organisation de libération de la Palestine, n'a pas été suivi d'effets. Toutefois, le mouvement islamiste accepte l'idée d'un État palestinien limité : non pas de la Méditerranée au Jourdain, mais dans les frontières antérieures à la guerre de 1967, avec Jérusalem pour capitale et le droit au retour des réfugiés. *Piotr Smolar, Le Monde, samedi 25 mars*

<http://www.france-palestine.org/Le-Hamas-s-apprete-a-amender-sa-charte-pour-sortir-de-l-isolement>

- Pour maintenir une zone tampon, Israël empiète sur les terres palestiniennes et pulvérise des produits chimiques.

<http://www.france-palestine.org/A-Gaza-l-armee-israelienne-deverse-des-herbicides>

- L'eau, le drame humanitaire insoluble de Gaza. Une usine de dessalement financée par l'Union européenne à hauteur de 10 millions d'euros vient de sortir de terre à Khan Younés, dans le sud de l'enclave. Elle devait permettre d'alimenter 75 000 Gazaouis en pompant directement l'eau de la mer grâce à quatre puits creusés sur la plage. Mais deux mois après son inauguration, le site est silencieux. L'usine ne fonctionne que deux à trois heures par jour. « On essaie d'obtenir de l'électricité, mais à cause de la pénurie à Gaza, c'est très difficile », admet Mohanial Peiris, spécialiste eau à l'Unicef, qui supervise le projet.

<http://www.france-palestine.org/L-eau-le-drame-humanitaire-insoluble-de-Gaza>

- Ezzedine Abou Eich, gynécologue palestinien, a réclamé justice mardi pour ses trois filles et sa nièce tuées lors de la guerre menée par l'armée israélienne dans la bande de Gaza en 2008-2009. Il veut obtenir des indemnités lors d'un procès au civil qui s'ouvre mercredi en Israël, il a précisé que les indemnités qu'il pourrait percevoir seront reversées à des associations caritatives en faveur de l'éducation des femmes. Ezzedine Abou Eich est l'auteur du livre *Je ne hairai point*.

<http://www.france-palestine.org/Un-medecin-palestinien-reclame-justice-pour-ses-trois-filles-tuees>

1.4. Déclaration de l'Internationale socialiste (Carthagène, Colombie, 4 mars 2017)

Rappelant les déclarations précédentes de l'Internationale socialiste, en particulier celles des Conseils de l'IS à New York en juin 2010, à Istanbul en novembre 2013, en décembre 2014, en juillet 2015, et à Genève en juillet 2016, l'IS réaffirme son soutien à la solution à deux États, mettant fin à l'occupation israélienne et aboutissant à une paix juste et durable fondée sur le droit international.

<http://www.france-palestine.org/Declaration-de-l-Internationale-socialiste-sur-la-question-de-Palestine>

1.5. Israël et la Grande-Bretagne célèbrent le centenaire de la déclaration Balfour

Après cent ans, la Grande-Bretagne semble en être au même stade moral que lorsque le secrétaire britannique aux Affaires étrangères, Arthur Balfour, écrivait à un dirigeant de la communauté juive britannique, le baron de Rothschild, lui promettant l'établissement d'un « foyer national » pour le peuple juif en Palestine. Au lieu de revenir sur cette mesure injuste, [...] le Premier ministre britannique invite le Premier ministre israélien à une célébration pour marquer le centième anniversaire de la Déclaration Balfour. *Dr Samah Jabr, L'Orient le Jour, 11 mars 2017.*

<http://www.france-palestine.org/Quand-Israel-et-la-Grande-Bretagne-celebrent-le-traumatisme-historique-des>

1.6. Menaces de la Brigade juive sur les responsables de l'AFPS

L'Association France Palestine Solidarité (AFPS) vient d'être une nouvelle fois l'objet d'attaques et de menaces graves de la part d'un groupuscule se proclamant « Brigade juive ». Ces menaces ont été notamment relayées par les sites de la Ligue de Défense Juive (LDJ) et de [Coolamnews](#), site qui se vante de la mise à sa disposition de moyens de l'armée israélienne.

Après un « ultimatum » sommant l'AFPS d'annoncer sur son site qu'elle mettrait fin à ses actions Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS), les adresses et téléphones personnels des membres de la direction de l'AFPS ont été divulgués. Cela a aussitôt été suivi de menaces téléphoniques d'agressions physiques extrêmement violentes contre de nombreux responsables de notre association, allant jusqu'à des menaces de mort ou de viol, et l'usurpation de numéros de téléphone.

Dans la nuit du 17 au 18 mars, suite à un appel téléphonique mensonger annonçant un suicide à l'AFPS, les pompiers arrivent au siège de l'association et défoncent la porte... d'une association voisine.

En dépit de nombreux dépôts de plaintes et demandes d'intervention, il n'y a eu aucune réaction des autorités françaises, sauf des réponses de pure forme du ministère de l'intérieur renvoyant à l'autorité judiciaire.

L'UJFP (Union Juive Française pour la Paix) a publié un communiqué de soutien à l'AFPS.

<http://www.france-palestine.org/Agir-face-aux-menaces-des-fascistes-pro-israeliens>

Remarque : Les actions BDS continuent, et pour nous c'était le 25 mars au marché de Sisteron où nous avons pu distribuer tracts et dépliants... même si les forces de l'ordre nous ont contraints à enlever notre table et nos banderoles.

1.7. Manifestation à Sciences Po-Rennes lors de la venue de l'ambassadrice d'Israël, le 30 mars

Les étudiants de l'Institut d'études politiques de Rennes (Sciences Po-Rennes) n'ont pas apprécié qu'Aliza Bin Nour, l'ambassadrice d'Israël et représentante du gouvernement de Benyamin Netanyahu, soit invitée à leur école. Dans l'amphithéâtre, une véritable rébellion est née pour soutenir la Palestine. «On manifeste contre la venue de l'ambassadrice d'Israël», explique Kevin, membre de l'association France-Palestine solidarité à la presse française. La conférence n'était ouverte qu'aux étudiants de l'IEP et de nombreux agents de sécurité contrôlaient les entrées de l'établissement. En réponse à cette venue, une large partie des étudiants de l'IEP s'est mobilisée pour appeler au boycott de la conférence. Arrivés dans l'amphithéâtre, face à l'ambassadrice et à son service d'ordre, une centaine d'étudiants ont scandé des slogans réclamant la fin de l'occupation israélienne dans les territoires palestiniens. Suite à cela, des étudiants ont pris la parole afin d'expliquer les raisons de l'appel au boycott de cette conférence puis

une majorité des personnes présentes ont quitté la salle. L'ambassadrice a pu ensuite s'exprimer.

Cela vaut la peine de prendre 6 minutes pour voir la vidéo de l'événement et entendre les interventions des étudiants

Sur Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=tDXGafdlzo>

Sur Facebook : <https://www.facebook.com/jc.rennaise/videos/1270116776390257/>

Ou sur le site de l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix) <https://www.ujfp.org/spip.php?article5518>